

# LE MANIFESTE

Bulletin n°26 - novembre / décembre 2024 - Bimestriel - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



## ÉDITO

Du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 2024 se tenait la conférence nationale de fusion de l'ANC et du RC pour fonder l'URC, l'Union pour la Reconstruction Communiste. Sans présumer de l'avenir, il est à noter que cette initiative est la première à unifier des groupes communistes depuis longtemps.

En effet, la lente dérive du PCF vers la social-démocratie a entraîné de nombreuses défections de camarades depuis les années 90 et, en parallèle, la constitution de groupes oppositionnels dont la Coordination Communiste depuis octobre 1991 dont sont issus le RC, le PRCF, le PCRF, mais aussi au début des années 2000 Les Rouges Vifs, devenus l'ANC.

D'autres groupes continuèrent de se former, laissant apparaître la nécessité des analyses et des pratiques marxistes dans le contexte de lutte des classes. Si les tentatives d'unification ou de réunification de ces groupes ne manquèrent pas (on pense à l'expérience des réunions « Assises du communisme » à Marseille), elles n'eurent pas de conséquences concrètes quant à une réelle unification des communistes. Le processus de fusion de l'ANC et du RC s'inscrit dans un processus de rapprochement initié dès la création de l'ANC en janvier 2016, où le RC (« RCC » à l'époque) fut associé aux réflexions, et par l'intermédiaire du CHB (Cercle Henri Barbusse) qui participe à la formation des militants. Depuis la disparition de la boussole des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes que représentait l'URSS, la bourgeoisie a instauré son hégémonie culturelle et assure l'avenir des

opportunistes et des renégats, ce qui explique la dérive sociale-démocrate du PCF. De plus, la contre-révolution bourgeoise a attaqué à la fois l'ensemble des acquis sociaux et démocratiques de notre classe, mais aussi resserré l'étau de l'impérialisme.

Or, dans le même temps, le développement constant de la Chine dirigée par le Parti Communiste Chinois et la route vers l'indépendance que prirent tant la Russie, l'Amérique latine ou aujourd'hui nombre de pays d'Afrique, ont fait naître un autre monde, un monde multipolaire qui cherche à s'émanciper de la domination occidentale et états-unienne en premier lieu.

(suite p. 2 =>)

## SOMMAIRE

p.1-2- Édito

p. 2 : Conférence mondiale contre l'impérialisme et pour un panafricanisme de combat : vers une coordination des luttes anti-impérialistes ?

p. 3-4 : Crises et résistances : luttes sociales en France

p. 5-6 : Missiles ATACMS : Dernières flèches de l'OTAN pour déclencher une guerre mondiale nucléaire !

p. 7-11 : Un pas vers l'unification des communistes de France : Manifeste d'unification de l'ANC et du RC

p. 11-12 : Georges Ibrahim Abdallah, 40 ans de prison !

L'ANC et le RC ont fusionné depuis novembre 2024, pour créer l'URC  
(Union pour la Reconstruction Communiste)

(suite édito)

Cette remise en cause internationale de l'hégémonie impérialiste impacte frontalement l'impérialisme français. Ainsi, les coups d'État patriotiques du Niger, du Burkina Fasso et du Mali ou encore l'arrivée au pouvoir du PASTEF au Sénégal annoncent la nouvelle vague de libération nationale de l'impérialisme et du panafricanisme, comme le symbolise la Conférence internationale de Dakar, en octobre dernier.

Face à son déclin, l'impérialisme, comme la bête blessée, est plus dangereux que jamais et fait planer le risque de guerre généralisée : Guerre en Ukraine, agression sioniste du Liban, assaut djihadiste en Syrie ou encore l'ignoble génocide en Palestine, et l'encerclement militaire de la Chine. Si les États-Unis restent incontestablement les maîtres de l'impérialisme, la France y est associée par servitude, bien sûr, aux intérêts US, mais aussi pour y défendre ses prés carrés.

Mais les revenus que le capital français perd dans les "colonies", il cherche et cherchera à les regagner chez lui. Ceci explique l'assaut contre les travailleurs d'ici, contre leur droit sociaux, leurs salaires et les services publics. Ceci explique également le vaste mouvement de licenciements et délocalisations que nous connaissons actuellement et qui est à l'origine de la suppression de plusieurs centaines de milliers d'emplois. Or, la chute du gouvernement Barnier ne réglera pas la dérive toujours plus réactionnaire des gouvernements qui se succèdent. On n'éradiquera pas la fascisation du pays sans lutte pour les droits sociaux et démocratiques que nous avons déjà arrachés à la bourgeoisie.

Notre route est celle de la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire, et elle passe par l'unification des communistes. Forger les fronts de lutte contre le libéralisme, l'impérialisme et le fascisme pour freiner les ardeurs de la finance et de la grande bourgeoisie est nécessaire. Mais seul un parti communiste pourra préparer, dans le même temps, la révolution socialiste seule à même de résoudre les contradictions mortifères du capitalisme.

**L'URC est l'étape du moment, la première étape. Continuons de nous unifier camarades ! Si le parti est le lieu de la jonction des travailleurs et du marxisme, il est aussi celui de l'unité des communistes !**

**LE MANIFESTE,**

journal de l'URC

[urc@communistesdefrance.fr](mailto:urc@communistesdefrance.fr)

## AFRIQUE

### Conférence mondiale contre l'impérialisme et pour un panafricanisme de combat Vers une coordination des luttes anti-impérialistes ?



Du 24 au 28 octobre 2024, s'est tenue à Dakar la 7<sup>ème</sup> Conférence internationale de la Plateforme Mondiale Anti-impérialiste. Coorganisée par la Dynamique Unitaire Panafricaine (qui regroupe de très nombreuses organisations africaines et panafricaines) et par le Comité Préparatoire National du Sénégal lui-même, composée de plusieurs organisations anti-impérialistes et panafricaines, elle a été la première réunion panafricaine et anti-impérialiste de cette ampleur organisée sur le territoire africain depuis plusieurs décennies. L'ANC de France avait l'honneur de faire partie des organisations invitées.

Durant deux jours, des organisations anti-impérialistes du monde entier ont pu livrer leurs analyses de la situation internationale actuelle, en réitérant l'importance de lier la lutte contre l'impérialisme aux luttes de libération nationales dans les pays du Sud dominés par les puissances occidentales.

Le troisième jour, un colloque était organisé, articulé autour de trois thèmes : "Panafricanisme de combat et front anti-impérialiste", "Expériences souverainistes en Afrique" et "Contre la troisième guerre mondiale". Ce colloque d'une très grande richesse a permis d'approfondir les liens entre les organisations et de dégager des pistes d'action, notamment via l'organisation de campagnes coordonnées contre de grands groupes industriels-financiers comme le groupe Bolloré.

Ponctuée d'hommages aux grandes figures des révolutions africaines telles qu'Amilcar Cabral, Lamine Senghor ou encore Thomas Sankara et, bien entendu, à la résistance héroïque du peuple Palestinien, avec une ovation pour Georges Ibrahim Abdallah, cette conférence a permis de renforcer les liens de solidarité entre les organisations en présence, d'affirmer haut et fort notre soutien à toutes les expériences souverainistes en Afrique, et d'avancer dans la construction de la solidarité concrète entre les peuples de tous les continents contre la domination impérialiste et pour le socialisme.

## Crises et résistances

Face à la mobilisation de la classe ouvrière contre les licenciements et la casse des services publics — à l'image des grévistes de Vencorex à Pont-de-Claix — les médias à la solde du grand Capital ne peuvent plus le cacher : le Capital s'apprête bel et bien à détruire notre industrie.

Industries chimiques, métallurgie, papier, bâtiment, grande distribution, services, etc. : chaque jour, de nouveaux plans de licenciement nous sont annoncés et aucun secteur n'est épargné, qui pour défaillance, qui pour délocaliser, qui pour impossibilité d'écouler les marchandises. Conséquences ? Des centaines de milliers de familles seront à court et moyen terme condamnées à la pauvreté. Dans le même temps, le patronat et les syndicats corrompus (CFDT, FO, CFTC) viennent d'acter un nouveau durcissement des conditions d'assurance chômage, qui se réduit chaque jour davantage à peau de chagrin.

Pourtant, vous n'entendrez jamais sur les plateaux TV ou dans la presse mainstream un journaliste dire la vérité sur les véritables responsables de la situation : les patrons et les actionnaires qui sacrifient notre capacité industrielle à répondre aux besoins sociaux de la population pour augmenter leurs profits, en organisant une fuite de capitaux tous azimuts, via, entre autres, les délocalisations. Non, les journalistes s'évertueront à faire ce pourquoi le grand capital les paie : cacher les vraies raisons du saccage pour nous inciter à la résignation et à l'immobilisme.

Car si le Capital financier casse et délocalise nos usines, ce n'est pas parce que « nous coûtions trop cher » mais parce que les 73 milliards d'euros de dividendes qui leur ont été versés en 2023 ne leur suffisent pas.



Si le gouvernement qui vient d'être censuré voulait casser nos services publics et supprimer des milliers d'emplois (4000 dans l'Éducation nationale !), ce n'est pas parce que les « français vivent au-dessus de leurs

moyens » mais parce que depuis 20 ans nous subventionnons de plus en plus les profits des capitalistes (les différentes aides publiques versées aux entreprises représentant 40% du budget de l'État) et parce qu'ils préfèrent financer la guerre en augmentant le budget de la défense (+40% pour en arriver à 413 milliards d'euros pour 2024-2030).

En somme, ce ne sont ni nos usines, ni nos services publics qui sont en crise, mais uniquement le Capital, en pleine crise de valorisation et qui, à la manière d'un alcoolique, a toujours plus soif de profits et attend de meilleurs retours sur investissement.

Dès lors, la seule question que nous devons nous poser est : pouvons-nous — ou plutôt voulons-nous — sevrer le Capital et récupérer, pour le bien de tous, les moyens de production ?

En effet, malgré cette intense propagande patronale, la classe ouvrière organisée résiste. Vencorex, Solvay, MA France, Auchan, Stenpa, Conseil Départemental de Haute-Garonne, Fret SNCF... la brutalité des attaques provoque partout l'éclosion des résistances. Des conflits sociaux éclatent tous les jours, à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises.

Des journées de grève auront ou ont eu lieu dans quasiment tous les secteurs : retraités et universités le 3 décembre, Auchan le 4, Fonction Publique le 5, dockers le 10, cheminots le 11, grève générale interprofessionnelle contre la casse de l'emploi industriel le 12. Et bien d'autres mobilisations encore.

Pour autant, force est de constater qu'à l'intérieur de ce mouvement général — qui pourrait être le prélude à un nouveau printemps social — nous partons en ordre dispersé et que cet éparpillement entrave grandement notre capacité à construire un rapport de force suffisant pour gagner.

Mais pour gagner quoi ? Qu'attendons-nous du patronat et du gouvernement ? Qu'ils reviennent en arrière et décident d'agir désormais pour les travailleurs ?

Ce serait méconnaître la raison d'être même du mode de production capitaliste parvenu au stade impérialiste : la recherche effrénée du profit maximal par l'exploitation brutale de la force de travail et des ressources de l'ensemble de la planète. Pour ce faire, les monopoles et les États qui les appuient n'hésitent pas à fomenter des guerres partout sur la planète, comme en Ukraine, à programmer l'extinction d'un peuple comme en Palestine, et à détruire notre planète.

Au moment où un nouveau bloc d'économies émergentes se consolide — notamment autour des BRICS+ — et remet en question la toute-puissance occidentale sur le monde, soyons sûrs d'une chose : les capitalistes-impérialistes de l'OTAN feront tout pour sauver un système dont ils sont les seuls bénéficiaires.

Dans ces conditions, peut-on légitimement croire que nous serions capables de les raisonner ?

« Face aux plans de suppressions d'em-

*ploi, plus que jamais, il faut renverser la table. »* disait récemment Serge Allègre, le Secrétaire général de la FNIC CGT.

**Renverser la table, c'est bien de cela qu'il s'agit. Mais pour cela, nous devons bien identifier notre ennemi commun et élaborer ensemble la stratégie la plus efficace pour le combattre et gagner.**

Des luttes écologistes contre la signature du traité de libre-échange avec le Mercosur et la construction de méga-en passant bien évidemment par les luttes sociales : aux mêmes maux, les mêmes remèdes !

Parce que les monopoles capitalistes tirent leur puissance de la sueur et du sang des peuples du monde, à l'URC nous sommes convaincus que seule l'expropriation des exploités et des rapaces de la finance par un vaste plan de nationalisation démocratique sous contrôle ouvrier de tous les secteurs stratégiques de la production nous mènera à la victoire et nous permettra de sauver nos emplois, nos services publics, nos industries et notre planète.

**Seule la prise du pouvoir économique par et pour les travailleurs nous permettra de construire un monde de paix où chaque peuple décide de son présent et de son avenir ! Les luttes en cours pourraient en être le prélude !**



## Missiles ATACMS : Dernières flèches de l'OTAN pour déclencher une guerre mondiale nucléaire !



Alors que la Maison Blanche s'apprête à changer de locataire, le président sortant Joe Biden vient, le 17 novembre dernier, « d'autoriser l'Ukraine à utiliser des missiles longue-portée contre la Russie » : les missiles ATACMS américains, susceptibles de créer des dommages majeurs à l'intérieur du territoire russe. Le Kremlin a averti l'OTAN depuis des mois : de telles agressions sur son territoire entraîneront des conséquences majeures, et une reprise de l'escalade guerrière (y compris la possibilité de recours à l'arme nucléaire). Le risque de « guerre mondiale » est réel, bien au-delà d'un conflit entre la seule Ukraine atlanto-fasciste et la Russie menacée par

la progression de l'OTAN à l'ouest. D'un côté, il ne fait plus de doute que l'Ukraine n'est que la tête de pont d'un bloc belliciste impérialiste — dirigé et soutenu matériellement et politiquement par Washington, l'ensemble des pays européens et autres laquais sous la bannière de l'OTAN, dont l'unique objectif est l'endiguement puis le démantèlement des territoires de leurs rivaux potentiels. De l'autre, la Russie n'est pas isolée comme vient de le démontrer le Sommet des chefs d'État des BRICS+ ainsi que la réunion du G20 qui a vu la marginalisation des pays du G7.

*Suite p.6 =>*

Toute puissance expansionniste (l'OTAN avançant vers l'Est depuis les années 90 avec les « révolutions de couleur ») veut toujours se faire passer pour le résistant, et l'agressé pour l'agresseur. Ce fut le cas en Yougoslavie, puis en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye.

Ainsi la défense du Donbass soumis à Kiev, et contre qui les accords de Minsk en 2014 ont été piétinés par l'impérialisme occidental, nous est présentée aujourd'hui comme une menace d'invasion totale du sous-continent européen par les Russes, suivant le même fantasme que celui des « chars de l'armée rouge aux portes de Paris » dans les années 80...

La fuite en avant de Washington, avec cette provocation majeure contre Moscou, avant l'investiture de celui qui a « promis » des négociations pour stopper l'escalade est en réalité un aveu de faiblesse : La Russie prend en effet le dessus dans ce conflit, et la « percée de Kursk » dont on nous parle fièrement depuis des mois va bientôt se conclure par une défaite militaire pour l'Ukraine et ses alliés occidentaux. Les missiles ATACMS sont aux yeux des Etats-Unis l'arme qui permettra soit d'aggraver la guerre rapidement pour empêcher toute négociation, soit d'améliorer la position, actuellement désespérée, de Kiev dans de telles négociations si toutefois elles ont lieu.

L'utilisation de ces armes de précision à longue portée ne peut être opérée qu'avec l'intervention directe de militaires occidentaux présents sur place, tant pour leur mise

en œuvre, la désignation des cibles et le guidage GPS. Il est donc important de rappeler que la France est pleinement engagée dans cette escalade suite à la résolution 390 votée à l'Assemblée nationale fin 2022. Elle livre des missiles air-sol SCALP, d'une portée de plus de 250 kilomètres, qui ne peuvent être tirés que par des avions de combat. Ces derniers jours, Kiev a lancé ses attaques avec des SCALP et des STORM SHADOW sur le territoire russe.

Tout militant pour la Paix doit toutefois, face à une telle configuration, garder en tête qu'un aveu de faiblesse de la part de l'impérialisme est aussi le signe d'une fuite en avant éperdue, donc de l'augmentation du danger de guerre mondiale, y compris nucléaire. Une bête blessée (ou un système en crise) est toujours plus agressive. Aucun peuple ne peut y avoir intérêt, ni dans les pays impérialistes, ni dans les pays qu'on nous présente comme « l'axe du Mal » qui tiennent par le rapport de force une position objective de front de la Paix. Le pacifisme bien compris ne peut passer, comme c'est parfois le cas dans le camp progressiste, par un stérile « ni-ni » qui renverrait dos à dos la coalition impérialiste qui soutient le régime fascisant de Kiev et une Russie maquillée en « dangereuse puissance impérialiste lancée à la conquête du monde ».

**Face aux agressions impérialistes qui se multiplient un peu partout, comme en Syrie, il nous faut de toute urgence reconstituer un large mouvement anti-impérialiste et pour la Paix.**

# Manifeste d'unification de l'ANC et du RC

Paris, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 2024

1 : Le génocide en Palestine de 2023-2024, avec la complicité de l'ensemble des puissances impérialistes mondiales d'une part et l'inaction et l'impuissance des Nations-Unies d'autre part, illustre une nouvelle fois le caractère barbare de l'ordre mondial actuel basé sur l'impérialisme et sa loi du profit maximum. Ce système dépassé par l'histoire, irrationnel au regard des besoins de l'humanité, miné par ses contradictions et sa concurrence destructrice ne peut mener et ne mène qu'à la misère, l'éco-destruction, la fascisation, le fascisme et la guerre. Dans le même temps où l'humanité n'a jamais disposé d'une force de production aussi grande et capable de répondre aux besoins de l'ensemble des peuples du monde, règnent partout la faim, la précarité, le chômage, la pollution et la mort. Cette contradiction rend nécessaires et urgents une rupture systémique, un changement de société, une révolution.

2 : Ce besoin de révolution se fait entendre à toutes les fenêtres de notre monde. De la vaillante résistance du peuple palestinien aux pouvoirs patriotiques en Afrique de l'Ouest, en passant par la résistance héroïque du peuple cubain au blocus destructeur qui l'étrangle, du combat mené par le Venezuela face à l'impérialisme états-unien, à la contre-

hégémonie représentée par les BRICS, etc., c'est ce besoin d'une alternative au libéralisme et à la domination, étape vers la révolution qui s'exprime. En France également, du mouvement des Gilets Jaunes, au mouvement contre la réforme des retraites, à la révolte des quartiers populaires, etc., c'est le même besoin de révolution anti-capitaliste / impérialiste qui surgit.

3 : Toute l'histoire de l'humanité témoigne que dans de tels moments historiques, le besoin de révolution ne trouve jamais spontanément sa réponse concrète. Elle témoigne également que tout retard pris dans la mise en œuvre de cette réponse se paie chèrement par les peuples et les classes exploitées et dominées par la faim, la guerre et la dictature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Si, tôt ou tard, les classes et peuples dominés résistent inévitablement, et s'ils peuvent dans certaines circonstances parvenir à passer spontanément à l'offensive parfois au prix de sacrifices énormes, ils ne peuvent en revanche pas l'emporter sans une organisation issue de leur sein, synthétisant leurs intérêts et leurs combats, pour mener une offensive capable de vaincre une classe dominante expérimentée, dotée d'un appareil d'État bourgeois à son service et d'appareils de propagande de masse.



**C'est pour répondre à ce besoin que le RC et l'ANC ont décidé de fusionner en une seule organisation dans l'objectif de mettre à l'ordre du jour la question de l'unification des communistes de France.** Bien entendu, ce processus est ouvert et nous appelons tous les cercles, groupes ou organisations se réclamant du marxisme-léninisme à rejoindre cette dynamique.

### I. Le caractère de notre époque reste l'impérialisme

4 : Depuis que Lénine a défini le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme de monopole (l'impérialisme) en 1916, notre monde reste dominé par le pouvoir de ces monopoles soutenus par leurs États (et armées) respectifs dans leur concurrence pour le profit maximum. Dès sa naissance, l'impérialisme se nourrit à deux mamelles : l'exploitation des prolétaires des pays impérialistes et l'oppression des peuples et nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (1). C'est pourquoi les intérêts de ces prolétaires dans les États impérialistes et de ces peuples dominés convergent vers un même ennemi : le système impérialiste. Lutte des classes nationale et internationalisme ne sont que les deux facettes du même combat contre le système impérialiste.

5 : La révolution bolchévique de 1917, l'édification de l'URSS, les démocraties populaires instaurées après la victoire sur le nazisme, les révolutions chinoise, coréenne, cubaine, vietnamienne, le vaste mouvement de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique latine des décennies 45 à 80, etc., ont contraint le système impérialiste à des « concessions » pour ne pas disparaître. Ces concessions ayant pour nom « redistribution », « État providence », « hausse momentanée du pouvoir d'achat », « consommation de masse », « indépendances politiques » etc., étaient le résultat du rapport des forces et non une modification structurelle du capitalisme à son stade impérialiste.

6 : La trahison de Gorbatchev et la destruction de l'URSS et des autres pays socialistes de l'Est européen ont permis au système impérialiste de revenir à sa logique pure du profit maximum avec ses résultats logiques : paupérisation, destruction systématique des conquies sociaux, casse des services publics, racisme, fascisation, fascisme, guerres pour le repartage du monde [Irak, Afghanistan, Somalie, Libye, Syrie, Ukraine, etc.], répression des mouvements sociaux, criminalisation de la solidarité internationaliste, etc.

7 : Pendant deux décennies, une contre-révolution s'est développée sous la houlette de la banque mondiale, du Fond Monétaire International, de l'OMC, de l'Union Européenne, du G7, etc., pour imposer ce qui a été nommé la « mondialisation », c'est-à-dire les diktats libéraux qui imposent la levée de toutes les entraves à la circulation et à la valorisation du capital afin de maximiser les profits. Les résultats n'ont pas tardé : délocalisation et désindustrialisation à un pôle, surexploitation à un autre, politiques d'austérité et de casse des services publics partout, recolonisation économique des pays indépendants, etc.

8 : Petit à petit cependant, la résistance à cette mondialisation libérale s'est déployée d'abord de manière éparpillée, ensuite avec une conscience grandissante des convergences d'intérêts anti-impérialistes. La dynamique des BRICS, les mouvements sociaux de masse dans les pays impérialistes, les mouvements dégagistes en Égypte et en Tunisie, les mouvements d'affirmation nationale et patriotique au Yémen et au Sahel, la conquête du pouvoir par les forces marxistes et progressistes dans certains pays d'Amérique latine, la résistance des pays se réclament toujours du socialisme, les mouvements de révolte en Kanaky et dans ce qui est appelé communément les DOM-TOM, etc., tous ces faits indiquent une crise de l'hégémonie impérialiste et une montée des mobilisations populaires anti-impérialistes.

9 : Le système impérialiste mondial en général et l'impérialisme hégémonique états-unien en particulier ne restent, bien sûr, pas inactifs face à ce renouveau des luttes anti-impérialistes mondiales. Balkaniser les nations qui lui résistent, encercler la Russie et la Chine Populaire, instrumentaliser les révoltes populaires spontanées pour les transformer en « révolutions de couleur » ou susciter complètement celles-ci par la machine de propagande, multiplier les guerres au nom des Droits de l'homme, de la défense des minorités ou de lutte contre le terrorisme, etc., tous ces faits qui marquent notre actualité expriment la lutte entre un nouveau monde qui arrive progressivement à maturité et l'ancien monde qui ne veut pas partir. Ils mènent inévitablement à plus ou moins long terme à une guerre généralisée. La crise de surproduction et de suraccumulation et la contradiction entre la production toujours plus socialisée et l'accaparement privé par les grands groupes monopolistiques conduisent à la guerre mondiale tout comme elles ont conduit à la Première et à la Seconde guerre mondiale.

(1) Nous employons ici l'expression « Amérique latine », utilisée couramment là-bas, y compris par la gauche communiste. Cela n'est pas nier les revendications des peuples autochtones du continent.



**10 : Pour ces raisons, lutte des classes dans chacun des pays, internationalisme et lutte pour la paix sont pour les communistes, non pas trois combats séparés, mais un seul et même combat contre le système impérialiste.**

## **II. Sortir de l'Union Européenne car celle-ci ne peut être qu'impérialiste**

11 : Dès ses premiers pas, la construction européenne a été pensée comme outil au service du système impérialiste mondial pour lutter contre le camp socialiste, contre les progrès du mouvement communiste et des mouvements de libération nationale des peuples opprimés. Cette dynamique a été renforcée par la signature du Traité de Maastricht en 1992, qui en imposant *de facto* et *de jure* l'austérité budgétaire comme diktat de leur politique fiscale, empêche les pays membres d'exercer leur souveraineté sur des sujets cruciaux — assurance sociale, retraites, services publics, éducation, etc. Bruxelles est entièrement bâtie sur la défense de la formation en Europe de grands groupes industriels et bancaires à tendance monopolistique, *via* un ensemble de mesures visant à faciliter la valorisation du capital financier et l'accroissement du taux de profit. Il en découle sur le plan européen une logique d'harmonisation par le bas que ce soit pour les salaires, l'âge de la retraite, les droits sociaux, etc. Il en découle également sur le plan international une politique prédatrice à l'égard des anciennes colonies européennes : accords de partenariat économique avec l'Afrique (APE), Franc CFA, interventions et ingérences militaires communes, propagande contre tous les États progressistes anti-impérialistes ou États contre-hégémoniques, soutien financier et protection aux forces contre-révolutionnaires accueillies en Europe, etc.

12 : Basée sur la loi du profit maximum, la CEE puis l'Union Européenne ont été et sont inéluctablement travaillées par des contradictions profondes. La première contradiction est celle avec l'impérialisme hégémonique états-unien.

A la fois alliée dominée et concurrente des États-Unis, l'Union européenne navigue entre des ambitions d'autonomie stratégique (de plus en plus faibles au fur et à mesure que se développe la logique de guerre à l'échelle internationale) et une subordination aux intérêts et stratégies états-uniennes. En dernière instance cependant, c'est toujours l'alignement atlantiste qui l'a emporté lors des décisions internationales importantes.

13 : La seconde contradiction est entre les pays membres, comme dans toute union entre brigands.

Si pendant longtemps la ligne directrice de l'Union européenne était dictée par les deux impérialismes les plus puissants, la France et l'Allemagne de l'Ouest, l'annexion de l'Allemagne socialiste par la RFA et l'extension de la zone d'influence allemande vers les pays de l'Est impose d'une manière de plus en plus nette une hégémonie allemande. C'est donc désormais essentiellement à partir des intérêts du capital financier allemand que se prennent les décisions de Bruxelles. La mise en place de l'Euro n'est rien d'autre que l'imposition d'une politique monétaire permettant la déflation salariale sur le modèle allemand, qui en a été le principal bénéficiaire.

14 : Une telle Europe et une telle monnaie ne sont pas réformables dans le sens des intérêts populaires. Le mythe d'une « Europe sociale » est dangereux car il sème des illusions sur la possibilité de réformer une machine structurellement réactionnaire. Vassale de l'impérialisme hégémonique états-unien ou nouvelle superpuissance rivale de celui-ci, ou encore comme aujourd'hui à la fois alliée et rivale de celui-ci, l'Union européenne ne peut être que réactionnaire. Soit elle n'est pas réalisable, soit elle sera réactionnaire, disait déjà Lénine en 1915.

15 : Une telle Europe est un cartel des bourgeoisies européennes sous la direction de la plus puissante d'entre elles, la bourgeoisie allemande. En exploitant le pacte de stabilité, qui contraint en particulier les dépenses publiques, elle ne peut conduire qu'à des décisions d'harmonisation vers le bas, de remise en cause des souverainetés nationales au sein desquels ont été arrachés par la lutte tous nos conquies sociaux et démocratiques. S'opposer à l'Union européenne et exiger d'en sortir est donc un incontournable de la défense des intérêts des travailleurs, des classes laborieuses.

16 : Enfin, s'il est un domaine dans lequel l'Europe s'est entièrement alignée sur l'impérialisme états-unien hégémonique, c'est bien celui de la « défense ». La machine de guerre qu'est l'OTAN est l'outil militaire de la contre-révolution mondiale. Loin d'être un outil de « défense », l'OTAN est un outil d'agression contre toutes les vellétés de résistance au système impérialiste mondial. Elle constitue avec ses alliés le « camps de la guerre » qui s'oppose à un « camp de la paix » constitué de tous ceux qui ont intérêt à remettre en cause l'hégémonie états-unienne. C'est pourquoi non seulement nous devons nous battre pour la sortie de l'OTAN, mais également pour exiger sa dissolution.

**17 : Sortir de l'Euro, de l'Union européenne et de l'OTAN sont trois conditions incontournables pour la défense des intérêts des travailleurs et de la révolution sociale à venir.**

### III. La bourgeoisie française : un maillon faible

18 : Comme toutes les bourgeoisies européennes, la bourgeoisie française s'est lancée avec allégresse dans la mondialisation capitaliste. Comme ses consœurs, elle a perçu la fin de l'URSS, et avec elle la fin de tous les équilibres issus de la victoire contre le fascisme, comme le signe d'un retour à la logique pure du capitalisme à son stade suprême impérialiste, un temps entravé par l'existence de l'ennemi rouge. Pendant les quatre dernières décennies, elle s'est attachée à être un « bon élève » de Bruxelles dans l'application des politiques de remises en cause des conquits sociaux et démocratiques arrachés par la lutte de classe, de délocalisation, d'austérité, etc.

19 : Cependant, cette vaste offensive réactionnaire se déroule pour la bourgeoisie française avec un handicap moins présent ailleurs : l'existence d'un syndicalisme de classe résistant et d'une tradition de lutte radicale. Récemment les Gilets Jaunes, le mouvement contre la réforme des retraites et la révolte des quartiers populaires sont venus rappeler l'importance de cet héritage. Sous des formes différentes, ces mouvements expriment tous les intérêts de segments différents de la classe ouvrière, tous touchés par les politiques réactionnaires en œuvre et tous héritiers des luttes sociales radicales antérieures, de la Commune de Paris à mai 68.

20 : Le développement, depuis plus d'une décennie, d'une nouvelle vague anti-néocoloniale dans le monde et plus particulièrement en Afrique est venu ajouter une seconde difficulté à l'impérialisme français. Les mouvements contre le Franc CFA, contre les APE, les nouveaux régimes patriotiques en Afrique de l'Ouest, etc., touchent une des bases essentielles de l'accumulation capitaliste impérialiste française.

Rappelons en effet qu'au moment des indépendances, la bourgeoisie française a négocié sa place dans le système impérialiste mondial en assumant la fonction de gendarme des intérêts impérialistes en Afrique. Il en a été de même pour sa place au sein de l'Union Européenne. La remise en cause de cette « place africaine » qu'illustre l'expulsion des

soldats français du Niger, du Mali et du Burkina Faso, est un coup important pour le capital financier français.

21 : La réponse de la bourgeoisie française à ces mouvements sociaux et à ces luttes anti-néocoloniales fut logiquement celle de la fascisation. Imposer par la force ce qui ne peut être obtenu par la propagande est une constante de toutes les classes dominantes. Cette fascisation a pris comme première forme une politique visant volontairement à faire progresser le parti fasciste qu'était le Front National et qu'est aujourd'hui le Rassemblement National, en reprenant et légitimant ses thèmes, ses mots d'ordre, ses argumentaires, ses revendications, etc. Elle a pris comme seconde expression, le développement du racisme et de la xénophobie à des fins de division des travailleurs. L'instrumentalisation de la laïcité et du danger « terroriste » à des fins de division a conduit à une explosion d'un racisme déjà en œuvre à l'époque dans les colonies envers les populations musulmanes ou prétendues telles (l'islamophobie). L'instrumentalisation du pseudo-péril migratoire ou « invasion migratoire » aux mêmes fins, mène au racisme négrophobe, au racisme anti-roms... Le même processus est en œuvre à propos des luttes ouvrières, se traduisant par une remise en cause des droits démocratiques, une répression inédite depuis longtemps des manifestations et des grèves, une criminalisation des luttes et des militants, etc.

22 : Cette fascisation exprime à la fois la crise de légitimité qui touche le gouvernement, la crainte de nouveaux soulèvements populaires susceptibles de ralentir le plan de destruction de tous nos conquits sociaux et démocratiques, et la nécessité de se mettre en ordre de bataille pour reconquérir le terrain cédé en Afrique et dans le monde. Elle est en quelque sorte une préparation par principe de sécurité d'un éventuel recourt au fascisme si la défense des intérêts du capital financier venait à l'exiger.

**23 : C'est pourquoi les luttes contre le racisme sous toutes ses formes, pour l'unité de la classe ouvrière et pour la défense des droits démocratiques, est un impératif pour la défense des intérêts des travailleurs et frayer le chemin à la révolution à venir.**

#### IV. Le besoin d'un parti communiste

24 : Face à cette offensive brutale de la bourgeoisie française, le prolétariat et les classes laborieuses dans leur ensemble se retrouvent objectivement sans état-major commun. Des luttes courageuses sont menées, des explosions sociales massives peuvent avoir lieu, des dizaines de militants peuvent être criminalisés sans que n'existe une riposte commune à leur répression. Des grèves peuvent arracher des victoires partielles ou même mener des combats offensifs, mais elles sont et seront incapables de passer à une étape révolutionnaire capable de transformer véritablement la société sans un tel état-major. Face à l'état-major de la classe dominante, la question de la construction d'un état-major des travailleurs dans toute leur diversité est une question posée et à résoudre.

25 : Pendant longtemps, le Parti Communiste Français, section de l'Internationale Communiste, a été cet état-major et cela s'est traduit par une lutte des classes offensive et par l'obtention de nombreux conquits sociaux et démocratiques.

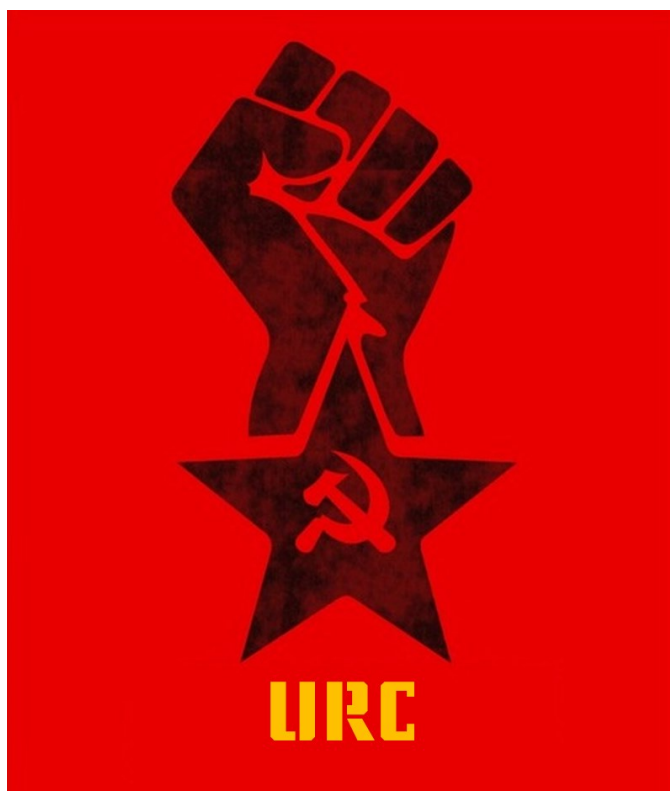
26 : La diffusion du réformisme puis la victoire de celui-ci au sein du PCF a conduit ce dernier à devenir un parti social-démocrate faisant doublon avec le parti socialiste. Le piège de « l'union de la gauche », la défense de l'Union européenne, l'abandon de tous les repères de classes, etc., ont conduit à la destruction programmée de cet outil indispensable de la classe ouvrière et l'ont transformé en obstacle objectif à l'organisation de notre classe. Sur le plan international, le ralliement de facto du PCF à l'euro-atlantisme l'amène à soutenir le fascisme ukrainien et à condamner la résistance palestinienne.

27 : Bien entendu, des résistances se sont développées pour s'opposer à cette déviation puis dérive réformiste. A l'intérieur du PCF, puis à l'extérieur, des communistes l'ont combattue. Progressivement, des groupes communistes ont émergé, quittant le PCF à des moments différents, sur des points de rupture divers, rejoints par de nouveaux militants plus jeunes ne venant pas du PCF. Chacun de ces groupes a développé sa propre expérience et sa propre identité. Si ces groupes communistes dans toute leur diversité sont à saluer comme étant une réaction de résistance à la destruction de l'état-major ouvrier, ils sont cependant inévitablement menacés par ce que Lénine appelait « l'esprit de cercle », mettant en avant les différences et les divergences plutôt que les points communs et les convergences.

28 : La question de l'unification de ces groupes pour aller vers la reconstruction d'un parti communiste est donc une autre question posée et à résoudre. Cette unité à bâtir ne peut pas être une simple proclamation abstraite. Elle est une lutte exigeant la confrontation fraternelle sur la base d'un travail d'échange scientifique et d'actions communes afin d'aboutir à une unité solide. Faute de l'affirmation de ce double principe — urgence de l'unification et exigence des confrontations fraternelles et de pratique commune la rendant possible — l'unification tant nécessaire sera un échec. Bien entendu, nous n'avons pas à attendre d'être unis sur la moindre virgule ou d'être en harmonie sur l'ensemble des tactiques pour réaliser l'unité organisationnelle. Une telle conception rend tout simplement l'unification impossible. Sur de nombreux aspects, les positions à prendre seront tranchées par la vie démocratique et la centralisation de l'action de la future organisation commune.

29 : En cohérence avec les points développés ci-dessus, l'ANC et le RC décident ensemble de constituer une nouvelle organisation appelée : « Union pour la Reconstruction Communiste (URC) »

**30 : Ils décident également d'appeler toutes les organisations qui œuvrent pour la reconstruction communiste à entamer avec nous des discussions et échanges pour développer à la fois l'action commune immédiate et réunir ainsi les conditions de notre nécessaire fusion vers un Parti communiste de France.**



## Georges Ibrahim Abdallah, 40 ans de prison !

Le 15 novembre le Tribunal d'application des peines (TAP) donnait une réponse positive à la demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah, le plus vieux prisonnier politique en Europe, enfermé depuis 40 ans dans une prison française. Militant communiste, anti-impérialiste et antisioniste, Georges Abdallah a été condamné à la perpétuité pour complicité dans l'assassinat de deux diplomates, l'un états-unien et l'autre israélien.

Il est en effet à l'époque membre d'une organisation, les Forces Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL) qui décide de porter le combat antisioniste dans les pays qui soutiennent l'État sioniste israélien. L'armée israélienne a envahi le Liban en 1982 avec le soutien des milices fascistes libanaises (les phalangistes) et massacré plus de 20 000 militants libanais et palestiniens. Au cours de cette invasion, les fascistes libanais massacrent les habitants de deux camps de réfugiés, Sabra et Chatila, sous la protection de l'armée sioniste. On dénombre plus de 3000 victimes sans que cela ne change d'un iota le soutien des grands pays occidentaux à l'État sioniste. Telle est la raison de la décision des FARL de porter le combat jusque sur les territoires des pays soutenant Israël.

Le procès de 1987 réunit tous les ingrédients d'une affaire d'État à l'image des affaires Dreyfus, Ben Barka ou Audin : découverte inopinée de « preuves », pressions des États-Unis et d'Israël révélée plus tard par les fuites de WikiLeaks, campagne de presse entièrement à décharge, avocat qui avouera avoir été agent des services secrets français, etc(1).

Lors de son procès, Georges Abdallah n'a jamais cessé de revendiquer la ligne politique de son organisation : *« Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux. »* C'est ce refus de renier son organisation, mais aussi ses convictions communistes et anti-impérialistes, qui



expliquent l'acharnement d'État dont il est victime.

La décision du TAP du 15 novembre est une victoire de notre mobilisation. Une autre décision du TAP datant de 2013 autorise en effet la libération de Georges Abdallah mais en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Tous les ministres de l'intérieur depuis cette date ont refusé d'émettre cet arrêté d'expulsion.

Cette fois-ci, la décision du TAP enlève cette condition et la remplace par *« la condition de quitter le territoire national et de ne plus y paraître. »* Le compte-rendu du jugement du TAP indique nettement que sa décision est motivée par la longueur de la peine bien sûr, mais aussi par la mobilisation militante grandissante pour sa libération.

Sans surprise, les pressions internationales contre la libération de notre camarade ont repris. Sans surprise également, le Parquet National Antiterroriste a fait appel de la décision, appel sans lequel notre camarade serait enfin libre [Le jugement de la cour d'appel sera connu à la parution de cet article].

Devenu symbole des résistances à l'impérialisme, Georges Ibrahim Abdallah reste à 73 ans — et après plus de 40 ans de prison — un combattant, un militant, un révolutionnaire.

Arracher la libération de notre camarade — qui est par ailleurs président d'honneur de notre Union pour la Reconstruction Communiste (URC) — fait partie de notre propre libération.

Comme le dit le slogan que nous crions depuis des années :

**« Il est de nos luttes,  
nous sommes de son combat ! »**